L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 6 DECEMBRE 1873. — 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 6 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

(Pour les détails, voir aux annonces.)

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale — Deux terrains dans le Deuxième District, et à son entrepot, au No 74, rue Ste-Anne, le fonds d'un magasin d'habillements.

Par Placide J. Specr, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale — Une petite propriété rue Kerlerec, entre Robertson et Villere.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres — Jouets, porcelaine et objets de fantaisie.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan — Bottes, souliers et brodequins.

Par D. E. Morphy, aux Nos 108 et 110 rue des Magasins — Quincaillerie, poêlons, faïence et verrerie ; Ansel, lambeau couverte.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, aux Nos 62 et 64 de la rue de la Bonane — Linge d'automne et d'hiver ; lingerie de messieurs ; bottes et souliers.

ATTENTION!

☞ Propriété améliorée dans le Troisième District, à l'encan par le Shérif.

Nous appelons l'attention du public sur la vente aux enchères qui aura lieu aujourd'hui, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif, de deux terrains avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans le Troisième District de cette ville, rue Elmire, entre celles d'Amour et des Bons-Enfants.

Pour le détail et les conditions voir aux annonces.

ATTENTION!

☞ Le shérif procèdera aujourd'hui, à 4 jhr heures P. M., en son entrepot No 74, rue Ste-Anne, entre celles Royale et Bourbon, Deuxième District, à l'aliénation du fonds d'un magasin d'habillements, etc.

Faïence, Sanctères, etc — Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

Jambons Jambons, — Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy.

Vente de Quincaillerie par ordre des assureurs — Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

SPECTACLES.

Dimanche, 8 Decembre 1873.

OPERA. A midi, Miss Multon, comédie et Le 666, opérette le soir, La Juive.
AUDITORIUM. Ce midi, Emma, the sewing Girl of New York, avec machine à coudre en loterie ; le soir, The Boy Detective.

Un délai pour le payement des taxes d'Etat.

L'auditeur des Comptes Publics vient de prolonger le temps assigné par la loi du Revenu pour le payement des taxes d'Etat. Le délai expirait le 8 décembre, il est étendu jusqu'au 30 du même mois. Après cette date, les rôles seront clos, et nulle autre extension ne pourra être accordée. Les contribuables qui n'auront pas payé alors seront regardés comme délinquants et devront subir les pénalités légales en pareil cas. La même règle sera appliquée aux comptes de taxes qui se trouvent entre les mains du shérif de la paroisse d'Orléans. Nous devons croire aussi que ce délai suspend jusqu'au 30 du courant les ventes annoncées par l'officier exécutif, car le délai s'applique au payement des taxes des années antérieures aussi bien qu'au payement des taxes de la dernière année. Par conséquent, aucune pénalité n'est attachée à celles-ci et aucune pénalité additionnelle n'est attachée à celles là. Le bénéfice consisterait donc en un délai de douze jours pour toutes les séries de taxes dues à l'Etat.

Ce n'est pas assez. En douze jours que peut-on faire? Rien. Dans un temps de difficultés financières, semblables à celles que la communauté éprouve, il y aura bien peu de gens à même de profiter du délai accordé par M. Clinton. Les capitalistes ne sont pas tels propriétaires, et les contribuables fonciers sont justement ceux qui ont le moins de facilités pour se procurer de l'argent. Ils ne peuvent offrir que des hypothèques, si tant est que leurs propriétés ne soient pas déjà grévées; et pour peu qu'elles le soient, elles ne sont plus acceptées comme garantie. Dès lors, ils sont dans l'impossibilité de satisfaire le fisc, et leurs biens se trouvent exposés à la saisie et à la vente forcée, ce qui veut dire que les contribuables retardaires se trouvent exposés à une ruine totale. Qu'on y songe bien! quatre ans se sont écoulés déjà depuis qu'on paye ces lourdes taxes soit d'Etat soit de municipalité ; les vieilles ressources sont épuisées; les économies et les privations forcées ne servent plus à rien. Sur des revenus d'une modicité extrême, il n'est pas possible d'épargner les sommes énormes qu'exige un double système de fiscalité qui jusqu'à ce jour n'a pas eu de bornes. Dans une telle détresse, un délai de douze jours ne donne pour ainsi dire aucune facilité. Il y aura condamnation et saisie aussi bien le 20 décembre que le 8 et personne évidemment ne saura gré de ce délai à l'autorité exécutive, car c'est un délai illusoire et dont on profitera pas un seul contribuable sur cent. Il faut un délai de trois mois pour que tous les payeurs de taxe soient à même d'en tirer quelque avantage, et la raison de cet atermoiement est facile à donner.

Tout le monde est à peu près d'accord sur la nécessité de la réduction de la dette. Il n'y a plus qu'une voix à ce sujet, dans la presse et dans le public. On parle en vain de légalité; la légalité ne tient pas contre l'impossible. Et la légalité, du reste, qui sait où elle est? La légalité a-t-elle présidé à la constitution de la dette? D'une partie, oui! mais de la totalité, non! Or, y a-t-il illégalité à abolir ce qui ne fut jamais légal? Y a-t-il illégalité à repousser des obligations décrétées par des chambres inconstitutionnelles, parce-qu'elles étaient composées de gens pour l'élection desquels le peuple n'avait pas voté? Non, non et cent fois non! On l'a dit et on l'a répété sans cesse: toutes les œuvres des deux Législatures de Warmoth, étaient des œuvres nulles et rien de ce qu'elles ont fait n'est obligatoire, et aucune de leurs émissions de bons ne doit être respectée.

Tant que les propriétaires ont été seuls victimes de cette oppression législative, leurs plaintes n'ont eu peu d'écho, et les rentiers se sont bien gardés de faire cause commune avec eux. Mais aujourd'hui les victimes sont partout; l'exagération des dettes et des taxes a fait entrevoir une catastrophe prochaine et a donné lieu à une baisse affectant toutes les valeurs, les valeur mobilières comme les autres, et l'on redoute une baisse sans fin. Dès lors, il y a unanimité dans les plaintes et une réforme efficace et prompte est invoquée par la généralité des administrés, à l'exception d'un nombre très faible d'agioteurs.

Le journal officiel lui-même reconnait la nécessité de la réduction de la dette et la Chambre de Commerce a passé des résolutions favorables à cette réduction. On dit que M. Kellogg la favorise également et que la Législature, même composée comme elle l'est, ne la repoussera pas. De sa part, la chose est bien facile. La Législature n'a qu'à s'abstenir. Une omission d'allocation suffit pour anéantir un intérêt de dette et pour anéantir la dette elle-même, et l'on paraît compter assez généralement sur cette abstention. Elle aura donc lieu, parce qu'il faut qu'elle ait lieu si l'on veut que l'Etat puisse vivre.

La réduction admise, M. Clinton doit comprendre qu'il ne doit pas procéder rigoureusement à la collection des taxes. La mesure n'anéantira pas les taxes en souffrance, mais elle fournira aux contribuables le moyen de les payer. Les valeurs foncières remonteront à l'instant de de 50 pour 100 et les propriétés retrouveront des acheteurs. Ne sera-ce pas une grande affaire pour les contribuables délinquants que de vendre leurs biens à un prix raisonnable au lieu d'être obligés de les donner pour rien comme aujourd'hui? Mais beaucoup ne seraient pas même forcés de vendre, car ils pourraient trouver des prêteurs tout aussi bien que des acquéreurs, une recrudescence dans les valeurs foncières donnant lieu tout à la fois à un grand mouvement de capitaux par le rétablissement de la confiance publique.

Il faut donc que l'auditeur des Comptes Publics, prenant en considération ces raisons majeures, accorde un délai de trois mois pour le payement des taxes. Ce délai est raisonnable, sensé, humain; il est de toute nécessité. La municipalité de la Nouvelle-Orléans, sous l'empire des mêmes considérations, devra en faire autant.

UN BEAU VOTE ÉLECTORAL. — Nous lisons dans le *Democrat* d'Alexandrie :

Grâce à la courtoisie du contrôleur de l'enregistrement nous pouvons donner le vote officiel de la paroisse Rapides à la dernière élection dont voici le résultat :

Geo. L. Smith	24 voix.
J. Madison Wells	8 "

Dans les paroisses Caddo, Webster, Bienvière Rouge et Natchitoches, les radicaux sont alliés en force au scrutin et ont voté pour Smith. Il n'y a pas eu d'élection dans les paroisses Vernon et Grant.

Louis'ane.

Le *Moschacthé* termine le récit du meurtre de M. Ulysse Jacob, dont nous avons parlé, par les informations et observations qui suivent :

M. Ulysse Jacob était d'une nature inoffensive et paisible, et d'un caractère bon et obligeant. Né le 16 mars 1843, il avait servi avec courage et honneur sous la Confédération du Sud, dans le 30e régiment de la Louisiane, et, au retour de la guerre, avait été quelque temps employé en qualité de commis à bord des bateaux du Bayou. Il avait épousé, le 22 janvier 1867, Mlle Camille Bozonier-Marmillou, qu'il laisse veuve avec quatre enfants.

Dernier trait de la fatalité sous laquelle il succombe à la fleur de l'âge, craignant la difficulté où il serait d'en remplir les clauses à l'avenir, il avait rompu par dédicatesse un contrat d'assurance qui échu attribué une somme de $10,000 à sa famille, et cela quelques jours avant le sinistre dénouement d'une carrière trop courte. Cette année même, depuis quelques mois, il avait perdu sa mère et une jeune sœur. Sa fin horrible et prématurée a profondément remué le cœur des parents, des amis du mort, et le crime même qui l'a ravi à l'affection des siens fera vivre longtemps sa mémoire parmi les habitants de notre paroisse.

Ce douloureux épisode est en effet le produit d'une situation générale que nous nous proposons d'examiner. Il importe de s'arrêter devant ces tombes ouvertes par la vengeance, et de leur demander l'enseignement qu'elles contiennent avec les tristes restes des victimes. Si la Louisiane ne veut allonger ce martyrologe, et assouvir les instincts barbares qui se déchaînent au milieu de nous, il est temps qu'elle prenne ses précautions et se prive au besoin des dangereux services de prétendus travailleurs qui consomment sa ruine, et promènent partout dans son sein le meurtre, le viol et l'incendie. Les populations de la Louisiane peuvent se mettre en grève tout aussi bien que les ouvriers du Nord et les fermiers de l'Ouest.

THEATRE DE L'OPERA. — Ce soir deuxième représentation de *La Juive*.

Bonne nouvelle pour les amateurs de l'opéra bouffe : encore quelques légères touches, et *Barbe Bleue* pourra répondre à l'impatience des partisans d'Offenbach. Il est très probable que la première représentation aura lieu dès les premiers jours de la semaine prochaine, peut-être même lundi.

MISSISSIPPI STEAM FIRE ENGINE CO. N 2. — Cette belle compagnie de pompiers doit inaugurer son nouveau Dépôt, aujourd'hui, samedi, à 6 heures du soir. Nous prions les membres de la compagnie d'agréer nos remerciements pour l'invitation qu'ils ont eu l'attention de nous adresser.

EAGLE STEAM ENGINE N 7. — Les pompiers de cette compagnie se réuniront ce soir, a 5 heures et demie, à leur Dépôt, rue Dauphine, près Douane, pour recevoir les *Champion Horns* de la compagnie N 2. Nous avons été invités à assister à cette intéressante cérémonie, par le foreman, M. A. Kalinski, à qui nous adressons nos bien sincères remerciements.

SIROP PECTORAL BALSAMIQUE. — Le Sirop Pectoral Balsamique de Ducougé est une préparation supérieure contre la toux, et l'on nous assure qu'il a produit fort souvent des effets extraordinaires. Il est en outre agréable, à bon marché, et ne fermente pas. Il possède donc toutes les conditions de succes possibles et nous engageons les personnes qui souffrent d'une toux invétérée à ne pas négliger ce moyen curatif; et mieux vaut s'en servir plus tôt que plus tard. Chaque famille même devrait en être pourvue en cas de besoin. Ce sirop précieux se vend au grand dépôt de drogues de M. A. Carrouché, rue de Chartres 39.

ARMES DE CHASSE ET REVOLVERS. — On verra plus loin une annonce de M. J. Saget, armurier, rue de Chartres 188, entre les rues Ste. Anne et Madison, qui vient de recevoir des fusils à baguette et un grand assortiment de fusils Lefaucheux. Ces fusils ne laissent rien à désirer sous le rapport de l'excellence du travail et de l'élégance de la forme. M. Saget a aussi un vaste lot de revolvers de son modèle et de carabines Flobert, qu'il offre à des prix très réduits. Nous recommandons d'autant plus ces diverses articles que M. Saget est un armurier habile, d'une réputation faite, et que les acheteurs peuvent avoir en lui toute confiance. Voyez l'annonce.

AYEZ-EN TOUJOURS UNE BOUTEILLE. — Sans aucun doute une des meilleures préparations contre la toux, le rhume et bronchite, est le "Sirop Pectoral Balsamique" de Ducougé. C'est une vieille combinaison qui a toujours été un excellent remède pour les affections de cette nature. Beaucoup de gens l'ont trouvé si efficace qu'ils en ont toujours chez eux une bouteille en cas de besoin. Cela est d'autant plus facile qu'il ne fermente pas et se conserve admirablement. M. A. Carrouché, rue de Chartres 39, est l'agent de vente pour cet incomparable sirop.

☞ Les personnes qui ont les cheveux prématurément gris peuvent les restaurer dans leur beauté primitive en se servant du "Vegetable Hair Renewer" de Hall, le meilleur article qu'on puisse trouver sur le marché.

RENVOI DU TIRAGE DE LA LOTERIE DU KENTUCKY. — Un avis du gouverneur Brandlette annonce que le tirage de la grande loterie, dont le produit est destiné à la bibliothèque du Kentucky, est renvoyé au 31 mars prochain. L'avis expose les raisons qui ont fait décider ce renvoi. La direction a déjà réussi à placer plus d'un million de billets, mais désirant faire un tirage complet, elle a reculé le tirage pour assurer la vente de tous les billets encore invendus. La direction déclare qu'il n'y aura pas d'autre renvoi et que le tirage aura lieu infailliblement le 31 mars.

Contrairement à ce qui a été dit, nous croyons savoir que le sifflet pour les commandements dans l'armée de terre n'a pas été abandonné ; les canaux continuent au contraire avec succès, et il ne serait pas impossible qu'il fût, et bientôt *officiellement* adopté.

Le ministre de la guerre a été saisi des rapports faits sur cette question, plus importante qu'elle n'en a l'air, et qui, tous ou presque tous, sont favorables au sifflet, appelé à remplacer le clairon dans un grand nombre de cas.

Le sifflet serait adopté dans toute l'infanterie française, à partir du 1er janvier.

— Toujours intelligents, les brocanteurs parisiens!

Depuis huit jours, la plupart de ceux du quartier de l'Opéra mettent en vente des épées rouillées, soi-disant provenant des ruines du monument incendié, mais en réalité achetées chez tous les marchands de ferrailles et passées au feu.

Cela vaut de cinquante à quatre-vingts francs.

— Vous savez, monsieur, vous dit toujours en confidence le marchand, c'est l'épée que M. Faure portait dans *Hamlet*, en dans *Faust*, ou dans *Don Juan*.

On a vendu comme cela quelque chose comme soixante épées de M. Faure.

Rapport de M. Laboulaye

AU NOM DE LA COMMISSION DES QUINZE.

Messieurs, la commission que vous avez nommée pour examiner la proposition de loi soumise à l'Assemblée par M. le général Changarnier et un grand nombre de nos collègues, s'est trouvée en face de difficultés considérables qui ont exigé de sa part un examen approfondi. Frappée de la gravité de l'heure présente dans un pays où les pouvoirs publics ne sont ni définis ni organisés, c'est une œuvre législative qui n'a pas de précédent. Il y a là une foule de questions qu'on ne peut résoudre que par à peu près, en s'appuyant sur des présomptions qui ne sont rien moins que certaines. Nous avons fait de notre mieux, afin de donner à l'Assemblée la preuve de notre esprit de conciliation ; nous ne nous flattons pas d'avoir toujours réussi.

Ce qui a ajouté aux difficultés de notre travail, c'est que la commission nommée dans les bureaux n'est trouvée partagée à peu près par moitié ; une majorité de huit voix, une minorité de sept.

De part et d'autre, nous avons fait des efforts réitérés pour arriver à un accord, afin de faire cesser dans l'Assemblée une division funeste aux intérêts du pays. S'il y avait eu des lois constitutionnelles, l'entente eût été facile ; nous n'aurions différé que sur la durée plus ou moins longue de la prorogation. En l'absence de ces lois, nous nous sommes trouvés en présence des deux systèmes exposés par le *Journal des Débats* et par le *Temps*.

La minorité, poussée par le désir d'établir sans délai une autorité qui dominât toutes les partis, a jugé qu'on pouvait dès aujourd'hui prolonger les pouvoirs du chef de l'Etat, en laissant à l'avenir le soin de les définir et de les organiser.

La majorité, au contraire, n'a pas cru qu'il fût possible de prolonger sans conditions un pouvoir dont rien ne règle l'étendue.

Elle a pensé qu'en dehors des garanties constitutionnelles, l'autorité, quelle que soit la modération de celui qui l'exerce, n'est qu'une dictature, plus ou moins déguisée. Ce n'est point là le régime qui peut convenir à la France. Ce que la France demande depuis deux ans, c'est un gouvernement régulier qui lui donne la possession d'elle-même et une entière sécurité.

Toutefois, avant d'aborder la question qui nous a divisés, il est bon de dire sur quels points l'accord s'est fait dès le premier jour.

Et d'abord, dans la commission comme dans les bureaux, nous avons été unanimes à écarter de nos débats la personne du président de la République.

Le nom du maréchal, mêlé depuis si longtemps à nos succès et à nos revers, à nos grandeurs et à nos infortunes, est une page glorieuse de notre histoire, il ne peut éveiller que des sentiments de respect. Le maréchal a été porté par les suffrages de l'Assemblée à la première magistrature du pays ; rien ne s'oppose à ce qu'on prolonge ses fonctions, si l'intérêt de la France le demande.

Nous avons pleine confiance dans son caractère et dans son patriotisme. Nos discussions n'ont donc touché en rien au nom qui nous désirons tous placer au dessus et en dehors des partis. Depuis le commencement jusqu'à la fin de nos séances nous ne nous sommes occupés que d'une question purement constitutionnelle.

D'un autre côté, on avait remarqué que la proposition déclarait simplement que le pouvoir exécutif serait confié pour dix ans au maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta. On s'était étonné de voir que le projet ne donnait point au maréchal le titre de Président de la République française, attribué au chef du pouvoir exécutif par la loi du 31 août 1871, loi de laquelle M. le duc de Magenta tient les pouvoirs qu'il exerce aujourd'hui. La minorité de la commission s'est empressée de dissiper nos doutes : il a été unanimement reconnu que le titre officiel de Président de la République devait figurer dans le texte de la loi.

Le rapport constate qu'on n'est mis d'accord sur la nécessité de nommer sans délai une commission chargée d'examiner les lois constitutionnelles.

Nous avons d'abord été arrêtés, dit plus loin le rapporteur, par une question préjudicielle : l'Assemblée pouvait-elle légalement prolonger au-delà de sa propre existence les pouvoirs du chef de l'Etat.

On a fait remarquer que, dans l'organisation actuelle, le président de la république n'est que le délégué de l'Assemblée ; on s'est demandé si le mandataire pouvait conserver son pouvoir quand le mandant n'existe plus.

Sur cette première question, la commission, à la majorité de la voix prépondérante, a pensé pouvoir répondre affirmativement. Elle a pu admettre qu'une Assemblée législative fût critiquer les actes d'une Assemblée constituante.

La majorité, au contraire, dit le rapport, a été d'avis qu'il fallait lier la nomination du Président au vote des lois organiques. Le rapport contiuge ainsi :

Mais est-il possible de prolonger par avance les pouvoirs du Président, sans savoir de quelle façon les lois organiques seront rédigées, le règlement les conditions de la durée de la présidence? Assurément, il y a là une difficulté énorme et presque insurmontable, et la majorité de la commission ne peut trop regretter qu'un ait repoussé la sage proposition de discuter ensemble et en même temps les lois constitutionnelles et la question de prorogation. Si cette difficulté ne nous a pas arrêtés, c'est que nous nous trouvions dans une situation telle qu'il faut en sortir à tout prix. Rejeter la prorogation, c'est s'exposer à une crise qui peut encore une fois plonger la France sous son gouvernement. Nous ne voulons pas prendre sur nous une pareille responsabilité.

Il nous a paru plus sage et plus patriotique de charger dans la proposition même le moyen de sortir du provisoire et de donner à la France un ensemble d'institutions sérieuses et durables. Le pays ne nous saura pas mauvais gré d'avoir sacrifié des scrupules constitutionnels pour tenir scrupuleusement à l'intérêt de son travail et de son repos.

Si nous comprenons bien la situation présente, il y a dans toute la France un besoin de sécurité qu'il faut satisfaire. Depuis d'autant plus impérieux qu'une foule de gens, effrayés par des événements récents, ou dominés par leurs souvenirs, se défient de la République et craignent que, par la mobilité même du pouvoir exécutif, cette forme de gouvernement n'offre pas une garantie suffisante au commerce, à l'agriculture, à l'industrie. On demande la durée pour avoir la sécurité. Le nom du maréchal rassure les plus timorés. Avec lui, sous sa Présidence, on chassera de vaines terreurs, on prendra goût au gouvernement du pays par le pays.

Nous avons cru qu'il fallait compter avec cette opinion, mais à une conditions c'est que le nécessité ne serait pas seulement garantie par un grand nom, mais par des institutions. Ce n'est pas seulement un Président que demande le pays, c'est un gouvernement. C'est sur ce terrain que se place la majorité de la commission : c'est là que la conciliation lui paraît possible et honorable. Elle ne veut sacrifier ni la liberté à l'ordre, ni l'ordre à la liberté.

En fixer avec un provisoire énervant, organiser le gouvernement légal du pays, c'est-à-dire la République, voilà le but que nous voulons atteindre ; voilà toute notre politique. A cette condition, nous acceptons la prolongation des pouvoirs pour un temps limité. Sans cette condition, nous ne pouvons rien faire. Nous sommes les premiers à désirer que dans un gouvernement libre, le pouvoir exécutif soit fort et énergique, mais il faut que ce pouvoir soit constitutionnel, et que cette force soit au service de la loi. Autrement le gouvernement n'aura ni la stabilité ni l'autorité qu'il réclame ; il s'épuisera dans ces luttes stériles qui fatiguent une nation qui vit de son travail et qui a déjà trop souffert.

Le rapport explique ensuite les raisons pour lesquelles la majorité a voulu limiter les pouvoirs du Président à cinq années terme d'une Législature.

Il n'y a pas de milieu, dit le rapporteur. Ou nous aurons une constitution, et le pouvoir du président sera solidement établi, ou nous n'aurons pas de constitution, et la France sera encore une fois exposée à tous les hasards des discordes civiles et des révolutions.

Le rapport dit que le dernier article du projet primitif propose de faire nommer en séance publique la commission de 30 membres chargés d'examiner les lois constitutionnelles. La majorité de la commission est d'avis de faire nommer ces 30 membres par les bureaux. Le rapport conclut ainsi :

La minorité de la commission a soutenu la proposition primitive ainsi amendée :

Art. 1er. Le pouvoir exécutif est confié pour dix ans au maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, à partir de la promulgation de la présente loi. Ce pouvoir continuera à être exercé avec le titre de Président de la République et dans les conditions actuelles jusqu'aux modifications qui pourraient y être apportées par les lois constitutionnelles.

"Art. 2. Dans les trois jours qui suivront la promulgation de la présente loi, une commission de trente membres sera nommée en séance publique et au scrutin de liste pour l'examen des lois constitutionnelles."

En outre, il a été déposé un grand nombre d'amendements. Nous les avons examinés, tout en regrettant que le peu de temps dont nous disposions ne nous ait pas permis d'entendre tous les auteurs de ces diverses propositions. Quelques-uns de ces amendements reçoivent dans notre projet une satisfaction relative ; il en est un qui demande qu'on ne touche pas à l'organisation des pouvoirs publics avant qu'il ait été procédé au remplacement des députés démissionnaires ou décédés. Nous n'avons pas cru que l'Assemblée consentirait à cet ajournement. Enfin, plusieurs propositions qui sont de véritables projets de constitution plutôt que des amendements, demandent l'appel au peuple, ou la proclamation de l'organisation immédiate de la République.

Quelque soit le mérite de ces propositions auxquelles nous n'entendons pas nous prononcer, il est évident que leur objet est d'ajourner à long terme ou d'écarter la prolongation des pouvoirs. Décidés à accepter cette dernière mesure à certaines conditions, sous certaines réserves, nous ne pouvions accueillir des amendements qui conduisaient au fait au rejet de la loi. C'est à la Chambre qu'il appartient de les appeler.

Avant de finir, permettez-moi de vous soumettre, au nom de la majorité de la commission, une dernière considération qui, aujourd'hui, n'intéresse à chacun de nous, comme député et comme citoyen.

Dans l'état de division où se trouve l'Assemblée, après les émotions des derniers mois et les désertions récentes, nous n'avons pas cru qu'une occasion d'organiser un gouvernement, c'est celle qui est venue nous surprendre pliés par le vote de Versailles, et qui paraît reconnaître à de supérieures qu'il faut y renoncer. Nous n'avons pas voulu prendre sur nous la forme républicaine. Il n'y a pas aujourd'hui d'autre solution si l'on veut donner enfin à la France l'abri dont elle a besoin.

Mais si le parti conservateur ne veut pas user avec nous des institutions libres ; s'il ne nous offre pas en échange de dix ans, qu'un pouvoir mal qui n'est ni contenu ni maintenu par des lois constitutionnelles, convaincus de notre impuissance, il ne nous restera plus qu'à remettre à la nation le mandat qu'elle nous a confié et dont nous n'avons pas su nous servir. Nous le ferons avec extrême déférence. Quelque confiance que nous ayons dans la sagesse du pays, il est à craindre que la dissolution d'une Assemblée Constituante, qui sera sans doute autrement composée que la nôtre, mais qui, peut être, ne sera pas moins divisée, ne nous jette dans de nouveaux orages.

Condamnés à la France à rentrer dans cette route pénible où, depuis deux ans, elle se traîne de déceptions en déceptions. Prenons garde que le pays ne se lasse de nos agitations parlementaires. Ce n'est point pas la première fois qu'un peuple, trompé dans ses espérances les plus légitimes, finirait par se précipiter même dans la liberté.

Au contraire, si nous pouvons nous entendre, si le nom du maréchal peut servir de gage à une transaction, si vous votez les lois organiques qui nous permettront prochainement ce gouvernement constitutionnel qui a fait plus d'une fois notre grandeur et notre prospérité. Alors, au lieu de nous épuiser à la recherche de ces formes politiques qui n'ont d'autre utilité que de régler les différents pouvoirs de l'Etat, nous entrerons en pleine possession de la liberté; nous pourrons discuter en paix, et d'accord, nos grandes questions d'intérêts matériels, intellectuels, moraux, qui ont pour le peuple tout autant d'intérêt que la nomination d'un Président, ou la durée plus ou moins longue du pouvoir exécutif.

Quel que soit le succès de nos efforts, on nous rendra cette justice que nous avons cherché sincèrement la conciliation. Nous nous sommes effacés, nous avons été jusqu'à la dernière limite des concessions pour arriver à accorder au président de la République la prolongation de pouvoirs qui vous rassure, nous ne demandons qu'une chose : sortir du provisoire en organisant le gouvernement légal du pays. A ce prix nous nous ferons avec vous : mais nous n'irons pas plus loin. Jamais nous n'abandonnerons ces garanties constitutionnelles que la France a conquises par quatre-vingts ans de luttes et de souffrances, ces garanties sans lesquelles la liberté ne serait qu'un mot, l'ordre un mensonge, et le pouvoir, même le plus doux, un arbitraire sans dignité.

Suit le projet de loi dont nous avons donné le texte hier.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Institut St.-Louis.

Une solennité pleine d'intérêt réunissait hier soir l'Institut St. Louis les parents et les amis des nombreuses élèves dont l'éducation est confiée à Mme Matthay. Sous la direction de cette institutrice qui, sans vaine, la salle offrant au lieu des récitations, le concert et la distribution des prix et des médailles, était encore trop étroite pour contenir la foule élégante qu'elle renfermait.

Nous avons été frappés de l'entrain plein de réserve et de bon goût avec lequel les langues, français et anglais, ont été récités. Une comédie française et une pièce anglaise ont été jouées avec une remarquable intelligence des effets scéniques, une grande pureté de diction, et une vive sentente et distinction des différentes reprises, de chaleureux applaudissements.

La plupart des compositions lues par les jeunes élèves témoignaient, sous le rapport du fond et de la forme, une culture intellectuelle fort avancée. Nous nous contenterons de citer *L'Education et l'Instruction*, sujet traité par Mlle A. B. ; *Les Plaisirs du monde et ce qu'apprend que ces illusions*, par Mlle C. D. ; *The trial of school girls*, par Mlle E. F. ; *Pour connaître la Nature il ne faut pas l'étudier dans les livres*, par Mlle H. B.

La partie musicale du programme, composée de chœurs et de morceaux à quatre et six mains, n'a rien laissé à désirer. Les jeunes virtuoses ont fait preuve d'une sûreté d'exécution qui nous donne une haute idée de leurs progrès dans cet art. Evidemment, il y a là un enseignement sérieux qui embrasse tous les détails et ne laisse rien à la routine. Dans les morceaux à six mains nous avons constaté un ensemble des plus remarquables. Le *Tourbillon*, étudié, ont été exécutés de manière à causer dans l'auditoire la plus vive satisfaction.

La soirée a été couronnée par un discours d'adieu prononcé par Mlle B. P., et la distribution des cartes et des médailles.

Mlles Berthe Poupart, Berthe Pemberton, Caroline Durel, Alice Sheeau et Amélie Perez, ayant terminé leurs études, ont reçu leurs médailles de graduées.

Mlle B rthe Pemberton, dont nous avons admiré le talent, a reçu une médaille d'or pour la musique, et Mlle Hortense Bongere également une médaille d'or pour la sagesse.

La solennité s'est terminée à une heure avancée de la soirée. Elle laissera, nous n'en doutons pas, de frais et doux souvenirs aux jeunes élèves qui y assistaient, et aux maîtresses leurs comptes au bureau de la loterie vers le 31 mars.

THOS. E. BRAMLETTE,
Agent de la Bibliothèque Publique du Kentucky
6déc—3fPP—1fe

Demande.

ON demande une NOURRICE, sans enfant. S'adresser rue Ste-Anne, No 61. 6déc—2f

Société Hypergolique de Bienfaisance. — Les membres de cette Société sont requis de s'assembler en général, ce dimanche, 7 déc. après midi, à 2 heures, au local de la loge, au coin de Treille Pelar, belle Anse, entre Esplanade et Marigny, pour la nomination de nouveaux officiers que doivent l'élire et aller en procéder.
De ordre del Sr. Presidente.
5 déc—2f O. ESCUI Y GAMONA, Secretario.

☞ La fête de l'Immaculée Conception étant une de celles que célèbre l'Archevêché de Mères Chrétiennes, le président prie les dames qui en font partie de se rendre à la Cathédrale St-Louis à huit heures lundi, 8 du courant. 6déc—2

Avis.

Loi de revenu de l'Etat de la Louisiane.

Acte 17 de 1873, amendant la section 66 des lois de revenu de 1871.

QUE LE DEUXIEME LUNDI de décembre de chaque année, il sera du devoir de chaque percepteur de taxes dans chaque paroisse de l'Etat, de remettre un rapport au Bureau des Comptes Publics, à la Nouvelle-Orléans, à l'encontre de chaque propriété, une liste particulière, par ordre alphabétique, de toutes les personnes de qui il aura reçu des taxes pendant l'année, et de toutes les personnes qui, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, à l'encontre de chaque hypothèque